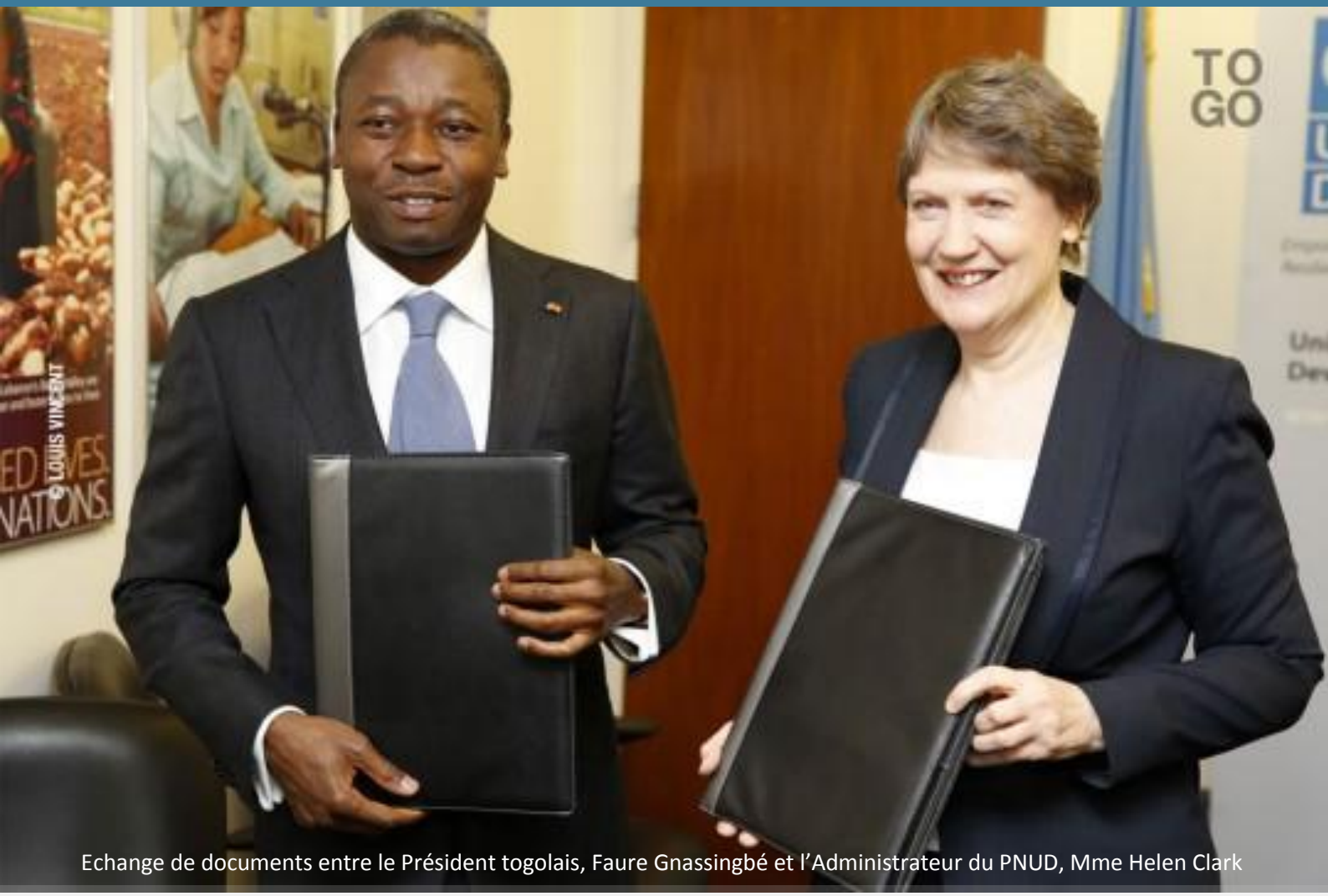
Bulletin d'information du PNUD Togo

Woezon 228

Au service des peuples et des nations

Janvier - Juin 2016



Echange de documents entre le Président togolais, Faure Gnassingbé et l'Administrateur du PNUD, Mme Helen Clark

Accord entre le Togo et le PNUD

Relancer le développement

DOSSIER PUDC
Relancer le développement au Togo
Page 07

BAROMÈTRE
Volontariat, le Togo en pôle position
Page 10

VIE des projets
Entreprenariat des jeunes : ce qui marche!
Page 15

POINT de mire
Industrie et artisanat, quelles solutions pour l'emploi?
Page 25

ARRÊT SUR...
Contribution du PNUD à l'élection de 2015 au Togo
Page 27

DIRECTEUR DE PUBLICATION
Mme Khardiata LO N'DIAYE
Coordonnatrice Résidente des activités Opérationnelles du Système des Nations Unies & Représentante Résidente du PNUD au Togo

REDACTEUR EN CHEF
M. Siaka COULIBALY
Représentant Résident adjoint

CONCEPTION EDITORIALE ET SECRÉTAIRE DE RÉDACTION
M. Emile KENKOU
Chargé de communication

COMITE DE REDACTION & DE RELECTURE
Emile KENKOU, Annie TOURETTE, Jean-François SOME, Abdoul Gafarou TCHALAOU, Fessou LAWSON, Jeanne BOUGONOU-ZANNOU, Eli ATRI

CONCEPTION
M. Fessou LAWSON
Assistant au programme

CRÉDIT PHOTOS
Emile KENKOU
Louis VINCENT
Myriam ASMANI
UNDP

CONTACTS
Bureau du PNUD au Togo
40, Avenue des Nations Unies
B.P. 911 Lomé |Tél: +228 22 20 08 | www.tg.undp.org
Facebook : Pnud.Togo | Twitter : @PnudTogo

Les opinions exprimées dans cette publication ne reflètent pas nécessairement les positions officielles du PNUD

SOMMAIRE

EDITORIAL 04

ACTU 05
- Le PNUD est cinquantenaire ... P. 5

DOSSIER PUDC 07
Relancer le développement P. 7
Comprendre les enjeux du PUDC ... P. 9

BAROMÈTRE 10
Volontariat : le Togo en pôle position ... P. 10
Abus et exploitation sexuels, Tolérance Zéro !... P. 11
Le PNUD concourt à l'éligibilité du Togo au MCA ... P. 13

VIE DES PROJETS 15
Entreprenariat des jeunes : ce qui marche! ... P. 15
Chômage et sous emploi, les jeunes en pôle position P. 17
En marche vers la promotion des éco-villages ... P. 18
Les lauréats du Prix Equateur honorés... P. 19
De la production de miel et du beurre de karaté pour préserver la biodiversité ... P. 21
Les Plateformes multifonctionnelles pour soutenir le développement à la base ... P. 23
La stigmatisation des PVVIH, un phénomène qui touche essentiellement les femmes infectées ... P. 24

POINT DE MIRE 25
Industrie et artisanat : Quelles solutions pour l'emploi? P. 25
ODD, l'Afrique francophone se donne rendez-vous à Lomé P.26

ARRÊT SUR...
Les Volontaires des Nations Unies et le 8 mars ... P. 27
Contribution du PNUD à l'élection de 2015 au Togo ...P. 29

AGENDA / INFO BREVES 30
Déscolarisés, mais volontaires ... P. 30

EDITORIAL

Mme Khardiata LO N'DIAYE
Coordonnatrice résidente du Système des Nations Unies & Représentante Résidente du PNUD au Togo

2016 est une année particulière pour le PNUD, le Programme des Nations Unies pour le développement. L'institution est cinquantenaire. 50 années au service du développement, de la lutte contre les inégalités, l'extrême pauvreté, le changement climatique en vue d'assurer pour les générations présente et future un monde plus juste et équitable. Durant toutes ces années, beaucoup de progrès ont été accomplis. Mais le chemin reste encore long.

L'année 2016, est aussi une année qui tourne la page des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD). Durant les quinze dernières années, le monde s'est mobilisé autour d'un programme commun visant à s'affranchir du joug de la pauvreté avant 2015. Les OMD ont fixé des objectifs mesurables, convenus à l'échelle mondiale, afin d'éliminer l'extrême pauvreté et la faim, de prévenir les maladies mortelles mais guérissables et d'élargir les perspectives éducatives de tous les enfants entre autres impératifs de développement.

Cependant des millions de personnes n'ont pas tiré parti de ces progrès. Les Objectifs de développement durable (ODD) doivent finir le travail commencé par les OMD et s'assurer que nul ne soit laissé-pour-compte. Nous devons parcourir la dernière ligne droite : éliminer la faim et l'extrême pauvreté, instaurer l'égalité de genre, améliorer les services de soins de santé, inscrire chaque enfant à l'école. Mais surtout promouvoir la paix, la justice et la bonne gouvernance, socles d'un développement durable.

Le Togo y est pleinement engagé, et le PNUD se félicite de la volonté du Gouvernement d'élaborer une feuille de route devant intégrer les ODD dans sa politique de développement.

Tout comme par le passé, le PNUD entend poursuivre son appui et son accompagnement pour la réalisation des différents objectifs de développement du pays.

2016, c'est enfin celle de la relance de notre bulletin d'information au format « relooké »pour être au plus près de vous. Sa nouvelle appellation, « WOEZON 228 » pour vous souhaiter la bienvenue au Togo. « Woezon » qui signifie « bienvenue » en langue locale et 228 étant l'indicatif téléphonique du Togo.

Pour ce premier numéro, nous avons choisi de vous présenter un dossier sur le Programme d'urgence de développement communautaire (PUDC). Initié par le Gouvernement et soutenu par le PNUD, ce programme sera exécuté sur la période 2016-2018 et ciblera les populations rurales et semi-urbaines vulnérables. Tout en contribuant à combler les gaps et les déséquilibres régionaux en matière d'infrastructures sociaux et économiques, il prévoit d'améliorer l'offre des services sociaux de base et d'impliquer les populations dans le développement économique et social de leur localité. Nous irons à la découverte de projets innovants, tels les éco-villages qui vont bientôt voir le jour dans deux villages pilotes ; l'entreprenariat des jeunes, le volontariat ou encore les défis qui restent encore à relever dans la lutte contre Vih/Sida. Nous ferons un arrêt sur la célébration de la journée mondiale de la femme à travers la contribution des volontaires des Nations Unies dans la promotion du genre au Togo. Nous ferons une rétrospective de la contribution du PNUD au processus électoral de 2015 au Togo ainsi que de nombreuses autres thématiques.

Nous espérons que ce bulletin d'information qui vient compléter les autres supports (site web, www.tg.undp.org, et réseaux sociaux, Twitter et Facebook) saura combler vos attentes pour bâtir un véritable pont d'échange et de partage entre le PNUD, les partenaires que vous êtes et le public en général. Nous attendons vos feedbacks.

Bonne lecture!

Le PNUD souffle ses 50 bougies

Au service des peuples et des nations.

L'année 2016 s'annonce comme un autre jalon majeur pour le PNUD, qui célèbre son 50e anniversaire. Tout au long de cette année, nous mettrons en lumière l'impact de cinq décennies d'efforts dans le domaine du développement au service des peuples, des communautés, de la planète et des nations. Cette commémoration sera également l'occasion, tout aussi importante, de présenter nos objectifs en matière de développement humain durable et de positionner le PNUD en tant que partenaire privilégié dans les initiatives à venir.

Depuis le 5 janvier, le compte à rebours des 50 jours avant la réunion ministérielle pour le 50e anniversaire du PNUD, qui s'est tenue le 24 février a été lancé. Ce compte à rebours inaugure une année entière de réflexion sur notre travail.

Alors que s'ouvre l'ère des Objectifs de développement durable, le PNUD est particulièrement bien placé pour aider les pays à réaliser le programme de développement à l'horizon 2030. Il dispose de l'expertise et de l'envergure nécessaires pour coordonner les multiples initiatives lancées dans le cadre de ce vaste programme ambitieux.▪

Lors de la Réunion Ministérielle dans la salle de l'Assemblée générale des Nations Unies, New York, 24 février 2016

Le PNUD, cinquantenaire, appelle le monde à redoubler d'efforts pour éliminer la pauvreté d'ici 2030

La réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) n'est possible qu'avec la formation d'une large coalition de dirigeants du secteur public, de la société civile, des organisations multilatérales et du secteur privé, a déclaré Helen Clark, Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) à la veille d'une grande réunion ministérielle qui marquera le 50ème anniversaire de la création du Programme.

Le PNUD est cinquantenaire

Les ODD sont 17 objectifs ambitieux qui définissent le programme mondial de développement à l'horizon 2030 et qui comportent notamment un engagement d'éradiquer la pauvreté, de réduire les inégalités et de propager la paix et la justice de par le monde.

«*Le leadership des instances gouvernementales est essentiel, pour réaliser les ODD, et doit être allié à des partenariats forgés avec la société civile, le secteur privé, les organisations philanthropiques et le système multilatéral. Par nos efforts conjoints, nous pourrons atteindre notre objectif de l'instauration d'un monde exempt de pauvreté et d'inégalités*», a dit Mme Clark.

«*Avec les Objectifs de développement durable pour guide, a-t-elle ajouté, il est possible de bâtir un monde où les économies et les sociétés seront plus inclusives et où notre planète sera protégée des pires effets des changements climatiques ainsi que des autres formes de dégradation de l'environnement.* » Mme Clark a noté que le PNUD était particulièrement bien positionné pour jouer un rôle crucial dans la réalisation des ODD, après 50 ans d'action à l'avant-garde du développement mondial. En l'espace de ce demi-siècle, le PNUD a contribué à bâtir des institutions, à accroître la résilience et à aider les pays à mettre en œuvre des réformes vitales. Il continue également de mener la coordination des travaux essentiels du système des Nations Unies.

« Le PNUD a contribué par ses initiatives à des avancées majeures en matière de développement dans de nombreux pays de par le monde, a dit Mme Clark, et alors qu'il célèbre son cinquantenaire, il renouvelle son engagement à agir dans ce sens. »

Pour marquer l'anniversaire du Programme, plus de 80 ministres venus du monde entier ont participé le 24 février à une réunion de l'Assemblée générale des Nations Unies à New York, pour dresser une feuille de route de l'action au service et tracer la voie de l'avenir du développement mondial.

Les ministres ont pris part à des débats de haut niveau sur les moyens à mettre en œuvre pour traduire les ambitieux engagements mondiaux – financement du développement, élimination de la pauvreté, réduction des inégalités, action face aux changements climatiques et consolidation de la paix – en des mesures concrètes porteuses de résultats. Ils ont partagé leurs visions respectives sur les façons de faire des ODD une réalité et de bâtir pour tous un monde plus prospère, plus juste et plus inclusif. ▪

Accord entre le Togo et le PNUD

Relancer le développement

Helen Clark, l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Président du Togo, Faure Gnassingbé, ont salué la création du Programme d'urgence de développement communautaire (PUDC) par le Togo et procédé à un échange de documents pour formaliser le lancement de cette initiative.

«*Le PNUD est heureux d'apporter son soutien au PUDC, qui constitue un premier pas décisif vers la réalisation des Objectifs de développement durable*» a déclaré Helen Clark.

D'un montant total estimé à 155 147 034 112 FCFA (environ 258 millions de dollars) sur 3 ans, dont 30 millions dollars rien que pour 2016, le PUDC prévoit, entre autres, une aide aux populations rurales et vulnérables du pays qui constituent près de 62% de la population du Togo.

« Le PUDC est une réponse aux attentes du peuples togolais » a déclaré le Président Gnassingbé, qui était aussi présent à New York pour prendre part à la réunion de haut niveau organisée à l'occasion du cinquantenaire du PNUD.

Cet entretien entre Helen Clark et Faure Gnassingbé intervient au lendemain de la signature, à Lomé, de l'accord formel entre M. Adji Oteth Ayassor, Ministre de l'Économie et des finances du Togo, et Mme Khardiata Lo N'diaye, Représentante résidente du PNUD au Togo.

Soutenu par le PNUD, le PUDC sera exécuté sur la période 2016-2018 et ciblera les populations rurales et semi-urbaines vulnérables. Il prévoit d'améliorer l'offre des services sociaux de base et d'impliquer les populations dans le développement économique et social de leur localité. Le PUDC comprend quatre composantes majeures dont le développement des infrastructures socio-économiques de base, le renforcement des capacités institutionnelles des acteurs nationaux et locaux, le développement de l'entreprenariat rural et la création d'un système de géolocalisation des infrastructures.

« Le Togo a fait beaucoup d'efforts qui le situent à un niveau de croissance économique appréciable de l'ordre de 5 à 6%. Mais malgré ce taux de croissance, les

Une ferme avicole au centre CIDAP, dans la région de la Kara

secteurs sociaux ont été relativement peu privilégiés et il y a sur le terrain des zones et des catégories de populations qui n'ont pas du tout profité de cette croissance » a indiqué Mme Khardiata Lo N'diaye.

Le PUDC a été bâti sur une approche participative visant à terme une appropriation réelle des bénéficiaires. L'identification des priorités et l'instauration des besoins ont été faites sur la base de consultation impliquant les communautés, bénéficiaires futurs du PUDC.

Signe de l'intérêt que le gouvernement porte à cette initiative, plusieurs ministres et experts ont sillonné l'ensemble du territoire pour recueillir les avis et les besoins des populations.

Reprenant les grandes lignes de la SCAPE (Stratégie de croissance accélérée et de promotion de l'emploi) du Togo, le PUDC prévoit à terme la construction d'au moins 1 600 salles de classes, la poursuite de l'électrification en milieu rural dans tous les chefs-lieux de cantons et la construction de 5 000 logements sociaux par an entre 2015 et 2020.

Le programme favorisera également un meilleur accès aux soins de santé dans les milieux défavorisés à travers le renforcement des infrastructures et équipements.

Dans la même perspective, le Gouvernement entend amplifier le programme des transferts monétaires au bénéfice des femmes enceintes d'au moins 3 mois, aux mères et tuteurs des enfants de 0 à 24 mois ainsi qu'aux mères et tuteurs des enfants de 24 à 59 mois, atteints de malnutrition sévère et aigue. De même des activités génératrices de revenus seront développées par les associations communautaires ou groupements de femmes et de jeunes des zones cibles.

L'accès à l'eau potable dans les zones rurales et semi urbaine, une priorité

Comprendre les enjeux du PUDC

04 COMPOSANTES POUR PLUS D'EFFICACITÉ DANS L'ACTION

Composante 1 : Développement d'infrastructures et d'équipements socio-économiques de base

- renforcer l'accès des populations aux infrastructures et équipements socio-économiques de base : eau et assainissement, bâtiments scolaires, centres de santé, pistes rurales, marchés préfectoraux et cantonaux etc.

Composante 2 : **Renforcement des capacités institutionnelles des acteurs nationaux et locaux**

- développer les capacités techniques, organisationnelles, pour une offre de services de qualité (maitrise d'ouvrage/œuvre de travaux de réalisation d'infrastructures socio-économiques de base, passation des marchés, gestion administrative et financière, gestion communautaire, planification du développement).

Composante 3 : **Développement de l'entreprenariat rural**

- promouvoir l'entreprenariat rural;
- renforcer la productivité des populations rurales;
- valoriser la production agricole à travers l'accès aux techniques de production et de transformation, et la facilitation de l'accès aux services financiers

Composante 4 : **Développement d'un système de géolocalisation des infrastructures**

- développer et mettre en place un système de suivi-évaluation géo-référencé à même de renseigner des progrès du programme et de servir au pilotage de la politique sociale du gouvernement;
- créer une base de données nationale sur les infrastructures de base et équipements socioéconomiques;
- mettre en place d'un tableau de bord et d'un dispositif de S&E des performances du PUDC.

DES RÉSULTATS AMBITIEUX ET RÉALISABLES

50 Zones d'aménagement agricoles planifiés (**ZAAP**) mises en place

Vulgarisation de **l'irrigation goutte à goutte sur 500 sites**

500 étangs piscicoles

Mise en place **d'unités d'élevage** au profit de **1000 familles, équipements de production** et de **transformation pour les femmes**

2500 forages **120 mini adduction d'eau potable**

Electrification rurale et énergie solaire pour tous

Système d'information géo référencé opérationnel

2000 km de pistes

Cartographie des infrastructures et équipement disponible

Bâtiments scolaires, centres de santé construits ou réhabilités, équipés et accessibles

Renforcement de capacités ...

Le Togo en pôle position

Une nouvelle vague de jeunes volontaires nationaux prêtent serment

Le Togo n'a pas dérogé à la célébration de la Journée internationale des Volontaires (JIV) le 5 décembre de chaque année.

Les jours qui l'ont précédée ont été l'occasion d'organiser des actions de salubrité publique dans la capitale, ainsi qu'une émission de télévision « *Au cœur de la Nation* » consacrée au thème. Le jour J, l'événement a été célébré avec ferveur : 2 400 jeunes volontaires nationaux issus de la 11ème vague ont prêté serment. Ils viennent agrandir les rangs des quelques 6 000 jeunes ayant déjà choisi l'expérience du volontariat pour mieux servir leur communauté.

« *La contribution des volontaires est précieuse* » a déclaré M. Siaka Coulibaly, Représentant Résident adjoint du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), lors de la cérémonie. De par leur rôle, a-t-il dit, ils améliorent la société en étant les ambassadeurs des valeurs du volontariat. Ils appuient les communautés les plus reculées comme les institutions les plus grandes. Ils mettent à disposition leur savoir -faire, leurs connaissances, leur engagement. « Ils font la différence au quotidien » a-t-il souligné.

Axée sur le thème : « **le monde bouge, et toi ? Deviens volontaire !** », cette journée a été une occasion de délivrer le message du Secrétaire Général de l'ONU. Selon M. Ban ki-moon « *Les objectifs de développement durable adoptés récemment nous offrent une autre possibilité de montrer notre solidarité par le volontariat. Nous pouvons tous contribuer à faire disparaître la pauvreté, comme le prévoit le Programme de développement durable à l'horizon 2030* ».

Démarré en 2009, le Programme national de volontariat du Togo (PROVONAT) transformé en une agence nationale de volontariat (ANVT) depuis peu, bénéficie d'un fort engagement de l'Etat togolais et de l'accompagnement du PNUD depuis sa création, avec notamment plus de 550 millions de Francs CFA mis à disposition, et d'un appui technique du Programme des Volontaires des Nations Unies.

La ministre du développement à la base, de l'artisanat, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes a salué l'appui du PNUD qui a contribué à faire du Togo une référence en matière de volontariat sur le continent. Mme Victoire Tomegah-Dogbe, a également rendu un vibrant hommage aux volontaires des Nations Unies et aux autres volontaires internationaux pour leurs contributions et leurs différentes actions au développement du pays. En effet, plus de 170 Volontaires des Nations Unies ont appuyé les actions de paix et de développement au Togo depuis 30 ans. Des actions jugées encourageantes dans l'atteinte des objectifs de développement durable. « *Nous avons besoin de la participation active de la population et la contribution des volontaires à ce processus est déterminante* » a dit M. Coulibaly.▪

Tolérance Zéro !

Du 26 au 28 janvier 2016, la capitale togolaise, Lomé, a accueilli un atelier sous régional sur les abus et exploitations sexuels (AES) dans un contexte de maintien de la paix.

Une centaine de participants, pour la plupart des officiers supérieurs des forces de défense et de sécurité des pays suivants y ont pris part : Bénin, Burkina-Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Niger, Sénégal et Togo. L'initiative vient du Centre d'Entrainement aux opérations de maintien de la Paix (CEOMP) basé à Lomé. Avec l'appui technique et financier du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), la rencontre a bénéficié aussi de l'expertise de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR), de l'United States Institut for Peace (USIP) et du Comité internationale de la Croix rouge (CICR).

" Ce séminaire répond aussi directement aux préoccupations du Secrétaire Général des Nations Unies qui s'attend à ce que tous les membres du personnel des missions de paix se conforment aux normes de comportement les plus strictes et se conduisent à tout moment de façon professionnelle et disciplinée " a rappelé Mme Khardiata Lo Ndiaye, Coordonnatrice résidente du Système des Nations Unies et Représentante résidente du PNUD au Togo.

"De façon tout à fait regrettable, il y a eu ces dernières années des allégations d'errements de la part de certains membres du personnel d'opérations de maintien de la paix. Les dernières remontent à quelques mois seulement en République Centrafricaine » a déclaré Mme Ndiaye. Elle l'a également fait lors de la présentation de sa communication sur la stratégie globale des Nations Unies dans la lutte contre les AES en situation de maintien de la paix.

Vue partielle des participants lors de l'ouverture des travaux

" *Vous qui allez être déployés en mission de paix, vous devez comprendre que l'ONU et ses États Membres feront le nécessaire pour que toutes les allégations crédibles fassent l'objet d'une enquête approfondie et que des mesures appropriées soient adoptées lorsque de telles allégations sont confirmées. L'organisation appliquera toujours une politique de tolérance zéro vis-à-vis de l'exploitation et des abus sexuels* " a t-elle insisté.

A noter que le règlement de l'ONU interdit toute relation sexuelle avec une prostituée ainsi qu'avec une personne de moins de 18 ans. Il décourage également vivement les relations avec les bénéficiaires de l'assistance de l'ONU (c'est-à-dire avec toute personne qui reçoit des vivres, un logement, ou une autre forme d'aide à la suite d'un conflit, d'une catastrophe naturelle, d'une autre crise humanitaire ou dans un contexte de développement).

Pour répondre efficacement aux contrevenants, l'ONU a élaboré une triple stratégie pour réprimer toutes les formes de conduite incorrecte, y compris l'exploitation et les abus sexuels : 1/ par la prévention des conduites inappropriées ; 2/ par l'application des normes de conduite de l'ONU et 3/ par des mesures de correction. Cette stratégie est mise en œuvre de différentes façons, notamment par la formation et la sensibilisation mais aussi l'application des normes de conduite, l'ouverture d'enquêtes et de mesures disciplinaires et la fourniture d'une assistance aux victimes d'exploitation et abus sexuels commis par des membres du personnel de l'ONU.

A l'issue de l'atelier, un « guide de prévention et de gestion des cas d'exploitation et d'abus sexuels dans les missions de paix sera adopté par les participants. Il viendra compléter selon le Chef d'Etat major Adjoint des forces armées togolaises, le Colonel Komlan Adjitowou, « les instruments déjà disponibles pour la sensibilisation, la prévention et la gestion de tels actes au sein des forces armées togolaises.▪

Le PNUD concourt à l'éligibilité du Togo au MCA

La remise des clés d'un véhicule neuf le 25 février dernier à la Cellule de coordination des activités d'éligibilité du Togo au Millenium Challenge Account (MCA) par le Programme des Nations Unies au Togo (PNUD) a été une fois encore l'occasion de rappeler le rôle déterminant que joue le PNUD dans l'accompagnement du Togo à mobiliser les ressources nécessaires pour son développement.

Depuis 2013, le Togo s'est engagé dans le processus d'éligibilité au financement du MCA et a demandé l'accompagnement du PNUD dans ce sens. Les premiers appuis sont intervenus fin 2013 et se sont poursuivis à ce jour : missions d'échange d'expérience au Niger et au Sénégal en faveur des cadres de la Présidence de la République et du ministère du Plan; appui technique à la cellule de coordination des activités d'éligibilité du Togo au MCA, créée par Décret présidentiel; appuis à l'organisation de divers ateliers d'information et de sensibilisation, des missions d'imprégnation et rencontres avec les organes du Millenium Challenge Corporation (MCC) et de ses institutions partenaires aux Etats Unis en 2014.

De même, en 2015, le PNUD a apporté son appui et soutenu les actions de la cellule : deux missions de présentation et d'évaluation des réformes engagées par le Togo aux institutions évaluatrices, le financement de l'élaboration de la stratégie nationale de l'accès des femmes à la terre, l'appui au vote du code pénal, etc. Sur les 2 ans, le PNUD a également appuyé l'élaboration des plans d'actions identifiant les réformes nécessaires à l'éligibilité du Togo, les travaux des groupes thématiques et la préparation des notes sur les progrès.

Toutes ces actions ont contribué à la réalisation par le Togo des progrès en matière de gouvernance et de liberté économique et à la communication sur ces progrès. Le pays a ainsi gagné deux places dans le rapport « Doing business 2016 ». Il a aussi amélioré ses scores dans le rapport Worldwide Governance Indicator (WGI) de la Banque mondiale et la prise en compte du statut de « chef de ménage » du code des personnes et de la famille dans le rapport « Women Business and Law ». Dix-neuf places ont été aussi remportées dans le rapport 2015 de Transparency International (107ème place sur 168 pays contre 126ème en 2014). Au total, 10 indicateurs sur 20 ont été réalisés sur le scorecard 2016 du MCA contre 7 indicateurs l'année précédente, avec une amélioration significative de 17 des 20 indicateurs.

Des résultats tangibles qui ont abouti à la sélection du pays, fin décembre 2015, par le Conseil d'Administration du

Les clés du véhicule remis au Directeur de Cabinet du Ministre de la Planification

Millennium Challenge Corporation pour bénéficier du programme seuil « Treshold ». Dans ce cadre, une mission du MCC a été conduite du 29 février au 03 mars 2016. Cette mission avait pour objectif d'échanger avec les autorités sur le processus de préparation du programme Threshold. Elle a rencontré les membres du gouvernement et responsables des sociétés d'Etat, les acteurs du secteur privé et de la société civile, certains partenaires au développement dont le PNUD.

Le PNUD est le seul partenaire au développement à soutenir ce processus qui devra à court terme permettre au pays de mobiliser des ressources conséquentes pour son développement. Sa contribution s'est élevée à environ 150 000 dollars US sur les deux dernières années. Il entend poursuivre son assistance jusqu'à l'éligibilité au programme « compact ».

Le Millennium Challenge Account finance dans les pays pauvres les projets dans différents domaines prioritaires comme l'agriculture et l'irrigation, les transports (routes, ponts et ports), l'énergie, l'approvisionnement en eau potable et assainissement, l'accès à la santé, le développement des entreprises et de la finance, les initiatives de lutte contre la corruption, les droits et accès à la terre, l'accès à l'éducation, etc.

Le MCC exige que les pays sélectionnés identifient les priorités pour parvenir à une croissance économique durable et à la réduction de la pauvreté. Le montant de l'assistance qui est entièrement composée de dons peut atteindre 500 millions de dollars par programme par pays, selon la disponibilité des ressources votées par le Congrès US et la nature du programme soumis par le pays et accepté par le conseil d'administration Millenium. ▪

Pour en savoir plus sur ce programme : https://www.mcc.gov/resources/doc/fact-sheet-mcc-at-a-glance.

Entrepreunariat des jeunes : ce qui marche!

A 27 ans, Ouro-Agoro Amina Azia peut s'estimer heureuse. Les yeux pétillants de bonheur, le sourire contagieux, cette jeune femme dynamique vous accueille, vêtue de sa blouse de travail, dans son centre agro-alimentaire de formation industrielle des jeunes. Durant des minutes elle raconte comment elle est arrivée à créer sa petite entreprise de transformation de manioc et autres tubercules. Chaque jour 200 à 300 kg farine de « gari* », tapioca et autres de fécules d'igname et de plantain sortent d'ici au grand bonheur des consommateurs.

Amina Azia explique comment elle a créé son entreprise et des emplois

L'entrepreneuriat constitue aujourd'hui l'une des solutions idoines pour répondre conséquemment à l'insertion socio-professionnelle des jeunes hommes et femmes, notamment en milieu rural. Les jeunes demandeurs d'emploi sont insuffisamment préparés pour accéder facilement à l'emploi et s'insérer dans la vie active, de sorte qu'il faut agir sur leur employabilité en termes de qualification complémentaire adéquate et sur l'émergence et le développement d'un esprit entrepreneurial.

Nanti de son BTS (Brevet technique en science) commercial, elle décide de se prendre en charge, d'entreprendre pour ne pas aller « grossir le rang des jeunes diplômés sans emploi », se rappelle t-elle. Mais que faire ? Avec une petite économie, elle fait du négoce de gari et de tapioca, sillonnant les marchés locaux pour acheter et revendre ces produits à Lomé. Mais très vite, elle se rend compte qu'elle pouvait faire plus : maitriser la chaine de production et de transformation des tubercules. Mais les moyens et l'argent manquent.

En 2014, encouragée par ses amis, elle prépare et soumet son dossier au FAIEJ, le Fonds d'appui aux initiatives

** Nom donné à la farine issue de la transformation du manioc*

A retenir

- L'entrepreneuriat constitue l'une des solutions pour répondre à l'insertion socio-professionnelle des jeunes hommes et femmes, notamment en milieu rural
- Selon l'enquête QUIBB 2011, le chômage et le sous-emploi affectent respectivement 6,51% et 22,76% de la population active. Ce chômage touche beaucoup plus les jeunes de 15-35 ans (8,06%), et les jeunes femmes (22,09%) sont davantage en situation de sous-emploi.

Le PNUD apporte depuis 2012 son appui technique et financier au Fonds d'Appui aux Initiatives Economiques des Jeunes (FAIEJ) où en 2014 plus de 500 jeunes porteurs de projets ont été accompagnés.

Tout sourire, Dovi expose une variété de son thé de kinkeliba

économiques des jeunes. Elle suit ainsi une formation en création et gestion d'entreprises et bénéficie d'un accompagnement personnalisé pour structurer son plan d'affaires et développer les potentialités économiques de son projet. Le dossier présenté aux institutions de microfinance travaillant en partenariat avec le FAIEJ, est retenu et le financement accordé. Un prêt d'environ 2000 dollars, avec un taux d'intérêt préférentiel de 4,5% lui permet de se lancer. Aujourd'hui, après 12 mois d'activités, l'espoir semble permis pour Amina. La production a augmenté avec l'emploi de 5 femmes et jeunes volontaires désireuses d'apprendre les techniques de transformation, de nouveaux marchés se sont ouverts et le chiffre d'affaire mensuel dépasse les 300 000 F cfa mensuel (600$).

Tout comme Azia, KOUDOU Dovi s'est lancé à 30 ans dans l'entreprenariat. Ce jeune diplômé en gestion a participé aux multiples formations offertes par le FAIEJ à plus de 500 jeunes porteurs de projets en 2014. Dovi produit et commercialise du thé bio de kinkéliba* (en sachets) et emploie environ une dizaine de personnes, en majorité des femmes. Celles-ci sont présentes à toutes les étapes de la chaine de production : triage, séchage de la matière première confection et emballage final du produit.

Une initiative dont la réussite dépasse toutes ses espérances avec aujourd'hui un chiffre d'affaires mensuel de plus de deux millions et demi de francs CFA. 52 personnes y sont employées dont 70% de femmes qui travaillent à temps plein ou de manière saisonnière.

« Pour le moment tout se passe bien, c'est déjà un grand pas » se réjouit Azia, un grand sourire aux lèvres, et d'ajouter « j'aimerais aider autant de femmes à s'en sortir. Si Dieu le veut, vous verrez une grande usine de transformation de nos produits locaux». Un optimisme que partage de son côté Dovi. « Je veux faire partie de ces jeunes entrepreneurs incontournables de l'Afrique. J'ai une vison au delà du Togo et je peux y arriver » nous a t-il confié avec plein d'assurance.

**Plante utilisée en médecine traditionnelle pour ses propriétés cholagogues et diurétiques*

Un accompagnement soutenu du PNUD

Depuis 2012, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) au Togo a soutenu l'opérationnalisation structurelle et organisationnelle du Fonds d'Appui aux Initiatives Economiques des Jeunes (**FAIEJ**), placé sous la tutelle du Ministre du développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes. Ouvert à tout jeune ayant une idée de création d'emploi, le FAIEJ est un dispositif intégré et innovant du gouvernement visant à optimiser d'une part les potentialités entrepreneuriales à travers la formation et l'accompagnement, et d'autre part à améliorer l'accès au financement des jeunes porteurs de micro-projets d'entreprise. Il ambitionne de financer les projets "pertinents, réalistes et réalisables" dans tous les secteurs d'activités, » selon la ministre en charge du développement à la base, de l'artisanat, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes, Mme Victoire Tomegah-Dogbe.

Ses domaines de prédilection ? Le secteur agricole, la transformation agro-alimentaire, la production céréalière, le secteur de l'artisanat, celui des technologies de l'information et de la communication, ou encore les énergies renouvelables.

Chômage et sous emploi : les jeunes en pôle position

Selon l'enquête QUIBB 2011, le chômage et le sous-emploi affectent respectivement 6,51% et 22,76% de la population active. Ce chômage touche beaucoup plus les jeunes de 15-35 ans (8,06%), et les jeunes femmes (22,09%) sont davantage en situation de sous-emploi. En 2012, la plateforme web de l'agence nationale pour l'emploi (ANPE) enregistrait près de 13 000 demandes, contre 6785 un an plus-tard. (source : Observatoire de l'Emploi)

Parmi les contraintes spécifiques au chômage, on relève les faiblesses au niveau de la coordination et de la collaboration interministérielle, la méconnaissance du marché du travail en l'absence de statistiques fiables, l'inadéquation de la formation avec les besoins réels du marché du travail, la faiblesse de l'offre d'emploi dans le secteur formel et le caractère inadapté des mécanismes de financement pour l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes.

A travers le projet d'appuis à la création d'emplois et revenus, le PNUD aide le pays à trouver des réponses adéquates pour résorber les difficultés liées au sous- emploi des jeunes et depuis faciliter leur insertion socio professionnelle à travers la promotion d'initiatives entrepreneuriales et de l'auto-emploi.

Vers des solutions durables?

Durant le cycle 2008-2013, l'appui du PNUD a permis au pays de disposer d'un cadre institutionnel et d'un système d'appui conseil adéquats en vue de promouvoir l'emploi et le volontariat. Le système d'appui/ conseil, établi et soutenu avec l'opérationnalisation de l'Agence Nationale Pour l'Emploi (ANPE), le Fonds d'appui aux initiatives économiques des jeunes (FAIEJ), le Programme national de volontariat du Togo (PROVONAT), a permis d'amorcer la mise en place d'une plateforme de services en faveur des demandeurs d'emplois au niveau central et régional. Grâce au plaidoyer conjoint Gouvernement-PNUD, une coalition nationale pour l'emploi des jeunes est en émergence et les acquis institutionnels se poursuivent.▪

Le Togo en marche vers la promotion des éco-villages

Le Gouvernement du Togo, avec l'appui technique et financier du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a démarré en 2015 et à titre pilote, un processus de transformation de deux villages en éco-villages. Il s'agit d'un modèle de développement rural combinant le développement économique, l'amélioration des conditions de vie des populations, la mise en valeur des potentialités locales et la préservation de l'environnement et des ressources naturelles.

L'initiative « éco-village » est une réponse aux différents défis de développement auxquels font face les populations rurales du Togo et s'inscrit dans la droite ligne des Objectifs de Développement Durable (ODD) adoptés en Septembre 2015 par la communauté internationale. Il s'agit d'une approche de localisation des ODD en vue d'enclencher le développement durable du Togo par la base.

A ce jour, les différentes étapes du processus ont abouti à l'identification de deux sites pilotes (Donomadé dans la préfecture de Yoto et Ando-Kpomey dans la préfecture de l'Avé) et l'élaboration de leur plan d'investissement dont la mise en œuvre est en cours. Chaque plan d'investissement comporte cinq (5) composantes. Il s'agit de : Bonne gouvernance locale ; Maîtrise de l'eau ; Energies Renouvelables et Réduction des gaz à effet de serre ; Santé et Cadre de vie et Moyens d'existence durable.

Les interventions en cours portent sur les investissements prioritaires à même de favoriser l'amorce desdits villages sur la voie de leur transformation en éco-villages. A termes, ces interventions permettront à la population des deux villages estimée à 1 500 bénéficiaires directs environ d'avoir facilement accès à l'eau potable, aux soins de santé, à une source d'énergie renouvelable et de disposer des moyens d'existence durable à travers l'appui aux activités génératrices de revenus en lien avec les initiatives de préservation de l'environnement. Tout ceci sous le lead des organes locaux de gouvernance qui seront renforcés en vue d'exercer la plénitude de leurs compétences.

Rappelons que les acquis de cette phase pilote constitueront une base pour élaborer une stratégie nationale de développement des éco-villages assortie d'un plan d'actions pouvant permettre au Togo d'effectuer un passage à l'échelle.

L'ensemble de ces interventions contribuera à réduire les gaps en matière d'infrastructures socio-économiques de base et à améliorer les conditions de vie concernées.▪

Le groupement des femmes d'Ando Kpomey

Les lauréats du Prix Equateur honorés

De mémoire, Naki-ouest, petite localité du nord Togo, située dans la région des Savanes (environ 664 km de Lomé) n'a connu une telle ambiance, en dehors de la célébration de la fête des prémices. Pourtant on en est loin. Kombate Kossia, la quarantaine, s'est parée pour l'occasion. Ce 20 Août restera pour cette mère de sept enfants un jour mémorable. Présidente des femmes d'un des comités de surveillance et d'exploitation de « Songou-Man », l'association des pépiniéristes et planteurs de Tône-ouest, elle ne cache pas sa joie. « Aujourd'hui, nous sommes fiers que nos efforts produisent leurs fruits et suscitent l'admiration du monde entier » explique-t-elle dans un large sourire.

En effet, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières (MERF) ont décidé de célébrer avec ces populations le Prix Equateur, remporté par Songou-Man en 2014. C'est la deuxième fois consécutive que ce prestigieux Prix est attribué au Togo. En juin 2012, le Comité Villageois de Développement de Ando Kpomey (village situé à 60 km au nord-ouest de Lomé) s'est vu décerner ce Prix, à Rio de Janeiro, au cours d'une cérémonie officielle, organisée en marge du Sommet Mondial sur le Développement Durable, en présence de l'administrateur du PNUD, Mme Hélène Clark.

Susciter et rehausser la visibilité des initiatives communautaires visant à réduire la pauvreté par la gestion durable des ressources naturelles et la protection de l'environnement, telle est la raison d'être de ce prix. Et pour l'occasion, la Représentante résidente du PNUD, Mme Khardiata Lo Ndiaye et le Ministre de l'environnement et des ressources forestières, M. André Johnson ont fait le déplacement de Naki-ouest.

« Notre présence aujourd'hui ici a un sens » a déclaré Mme Lo Ndiaye. « Ce prix témoigne de la place que les efforts communautaires occupent dans le processus de développement durable. C'est l'engagement d'hommes et de femmes comme vous, qui œuvrent pour la gestion des ressources naturelles et la protection de leur environnement, avec des actions concrètes sur le terrain, qui rend le changement possible» a-t-elle ajouté.

A retenir

* 71 projets communautaires ont été financés depuis 2010 pour la gestion et la conservation de la biodiversité
* 131 bénévoles dont 46 femmes sont membres de l'association Songou-Man et mènent des actions diversifiées envers leur communauté
* L'Initiative Equateur a été mise en place en 1992 par le PNUD, en partenariat avec la société civile, le monde des affaires, les gouvernements, les organisations internationales et les groupes locaux de développement.

Elle a aussi rappelé que les deux organisations primées ont bénéficié largement de l'appui du Programme de Micro financements du Fonds pour l'Environnement Mondial (PMF/FEM), financé par le FEM et mis en œuvre par le PNUD, depuis 1992.

De 2010 à 2015, ce Programme a financé, au Togo, pour plus de 2 millions de dollars américains, 71 projets communautaires et un forum national des organisations de la société civile sur la conservation des ressources naturelles. Ces projets, dont la plupart sont en cours d'exécution, ont permis, entre autres, la mise à la disposition de plus de 100 communautés pauvres des connaissances et ressources dont elles ont besoin pour améliorer leurs conditions de vie et contribuer à la protection de l'environnement.

« Un tel prix nous motive encore plus pour redonner espoir à nos communautés qui vivent beaucoup plus les effets des changements climatiques » se félicite M. Bounele Kouman Salifou, Directeur Exécutif de Songou-Man qui signifie en langue locale « agréable est l'ombre d'un arbre ».

Pour le ministre Johnson, le Togo à l'instar de nombreux pays du monde n'échappe pas au phénomène de changements climatiques dont les signes visibles sont la sécheresse, les inondations, le dérèglement des saisons, la dégradation des sols. « Il est impérieux que des actions comme celles de l'Association des Pépiniéristes et Planteurs de Tône-ouest et de la Communauté d'Ando Kpomey puissent être dupliquées autant que possible sur notre territoire. Nous sommes persuadés que c'est comme cela que nous pourrons vaincre ensemble la menace qui pèse non seulement sur notre génération mais aussi sur les générations à venir » a-t-il déclaré.

L'introduction de l'arbre et des champignons dans les pratiques culturales, dans une région aride, pour améliorer la fertilité des sols, augmenter le couvert forestier et conserver la diversité biologique, est l'une des techniques utilisées par l'association.

Forte de 131 pépiniéristes dont 46 femmes avec un conseil d'administration de 13 membres, l'association engrange de bons résultats. « Grâce à la sensibilisation des populations, aucun feu de brousse n'a été enregistré depuis lors dans la région. De même, les membres de l'association pratiquent l'exploitation rationnelle des arbres, le compostage à base de champignons, l'apiculture et le maraichage, entre autres, comme activités génératrice de revenus » explique Bounele. A cela, il faut ajouter le reboisement de plus de 150 ha, la création d'un jardin botanique pour la conservation et la production des semences de 48 espèces de grandes valeurs économiques et thérapeutiques, menacées de disparition dans la région, et la construction d'ouvrages pour la fourniture d'eau dans une région où celle-ci est une denrée rare.

En cette période de pluie, l'horizon est vert. Sur de vastes superficies, des champs de maïs, de sorgho et de riz commencent à dévoiler leurs premiers épis. La veille, une pluie bienfaisante avait abondamment arrosé le sol. Preuve que la récolte s'annonce encore bonne cette année, contrairement à d'autres régions du pays où la pluie a joué au yoyo.

Kossia, pour sa part se rappellera encore pour longtemps ces moments. Elle pour qui grâce aux actions de Songou-Man, les conditions de vie de toute une famille se sont améliorées et permis à ses quatre derniers enfants de continuer à aller à l'école.▪

Les femmes de différents groupements exposent des produits issus de leurs activités

De la production de miel et du beurre de karité pour préserver la biodiversité au nord Togo

Le visage d'Amina, la cinquantaine, est rayonnant et un sourire en coin révèle toute sa joie. Assise à côté d'autres congénères, elle chante et jette avec envie des regards admiratifs sur ces lots d'équipements et de matériels soigneusement entassés dans la cour du lycée de Mango qui accueille la cérémonie organisée le 21 août 2015 par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), conjointement avec le Ministère de l'Environnement et des Ressources forestières.

D'ici peu, à l'issue des discours et autres messages protocolaires, Amina est convaincue que sur les dix (10) groupements concernés, riverains du complexe d'aires protégées de l'Ôti, Kéran et Mandouri (OKM), le sien repartira soit avec un moulin à concasser, qui servira à broyer les graines de néré pour en extraire l'huile devant servir à la fabrication du beurre de karité, très prisé dans le commerce ou de tout le matériel destiné à l'apiculture, l'extraction et le conditionnement du miel. En outre, les groupements producteurs de beurre de karité bénéficieront chacun d'une somme de 4 à 6 millions de francs CFA pour l'achat des graines de karité.

Une aubaine pour ces populations qui ont longtemps souffert de la cohabitation avec la faune et la flore sur ces vastes étendues d'aires protégées qui couvraient 14% de la superficie terrestre du pays. De 793 000 ha entre 1937 et 1980, ces sites se sont réduits comme une peau de chagrin. Aujourd'hui, le complexe OKM ne couvre que 179 000 ha (suite à la rétrocession d'une partie aux populations), sur une superficie totale de 578 000 ha pour l'ensemble du pays.

Comme pour la grande majorité d'hommes et de

femmes rassemblés ici, un jour nouveau s'est levé. Depuis 1999, le Togo s'est engagé dans un processus de réhabilitation et de gestion participative de ses aires protégées. Et les partenaires ont suivi.

Le projet " Renforcement du rôle de conservation du système national d'aires protégés du Togo" (PRAPT) est mis en place en 2012 pour une durée de cinq ans. Le PNUD, le Fonds pour l'environnement mondial (FEM),

A retenir

- En cinq ans (2012-2017), le PRAPT entend améliorer le cadre d'action juridique et institutionnel du domaine d'aires protégées couvrant environ 578 000 hectares
- La gestion efficace du Complexe de l'OKM (179 000 ha) devra réduire les menaces que le braconnage, les feux non contrôlés et le pâturage font peser sur la biodiversité

A terme, le projet devra connecter le couloir vital de la faune entre les complexes OKM et W -Arly-Pendjari (WAP) reliant le Togo, le Bénin, le Niger et le Burkina Faso.

l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA) et le gouvernement togolais ont mis la main à la poche, pour un montant total de 4 222 200 $ US, dont 2 millions de dollars de cofinancement en nature.

" Les Nations Unies sont convaincues que les initiatives communautaires lorsqu'elles sont bien réfléchies et bien gérées peuvent générer des transformations durables en terme de revenus et moyens d'existences durables", a souligné Mme Khardiata Lo Ndiaye. La Représentante du PNUD au Togo s'est réjouie de l'engagement du gouvernement togolais et des différents acteurs à faire aboutir ce projet à dimension régional.

"Le grand défi à relever dans l'OKM reste la finalisation de la délimitation et le bornage, l'aménagement et la sécurisation du complexe, de même que l'accompagnement des populations riveraines et celles résidentes", a indiqué le Ministre André Johnson, en charge de l'Environnement et des Ressources forestières. Il a également dévoilé que le projet a prévu de "tester la conduite d'un ensemble d'options de moyens d'existence durables pour les populations et les éleveurs transhumants, afin de réduire les pressions multiformes exercées sur les ressources du complexe".

Ces moyens vont de l'agroforesterie à l'élevage de petits gibiers, l'apiculture, l'écotourisme, le développement des mécanismes d'accès à l'eau et aux ressources fourragères alternatives. "Avant la fin de l'année 2015, des points d'eau seront réalisés dans cinq villages riverains du complexe", a assuré M. Johnson, qui a ajouté que sur les 65 millions de francs CFA, coût du financement des équipements et matériels, l'UEMOA devra octroyer une subvention de 50 millions cette année. Une annonce dont les communautés se sont énormément réjouies. Elles savent désormais que le train du développement est lancé dans ces sites protégés pour sauvegarder la biodiversité.

Désormais, de nouvelles perspectives s'ouvrent pour Amina et les siens : gain de temps, augmentation du revenus et amélioration des conditions de vie et de travail. Grâce aux équipements modernes offerts, les méthodes traditionnels et ardues dans la fabrication du beurre de karité et l'extraction du miel ne seront qu'un lointain souvenir...pour tous.▪

Les plateformes multifonctionnelles pour soutenir le développement à la base

Les plate formes donnent plus d'autonomie aux femmes

Lancé depuis mai 2011, le Programme national de développement de la plateforme multifonctionnelle (PN-PTFM) initié par le Ministère du développement à la base, contribue à l'accroissement des revenus et à l'amélioration des services sociaux de base en éducation, en santé et en eau en faveur des populations rurales, en particulier les femmes et les jeunes à travers un accès aux services énergétiques.

Sur les 1.000 PTFM prévues à l'horizon 2020, 144 plateformes ont été installées et plus de 2.000 emplois ruraux créés. Concrètement, les Plateformes multifonctionnelles facilitent l'accès à des services énergétiques aux communautés à la base, créent des emplois ruraux et permettent aux femmes d'être autonomes à travers la réduction de la pénibilité du travail, des actions qui s'inscrivent dans le sillage des Objectifs de développement durable (ODD) 1, 5, 7 et 8 adoptés par l'Assemblée générale des Nations Unies et que les Etats doivent réaliser à l'horizon 2030.

Le PNUD demeure un partenaire privilégié du Togo pour la réalisation des objectifs nationaux de développement orientés vers la lutte contre la pauvreté et l'atteinte des Objectifs de développement durable (ODD).

Durant l'année 2015 le PNUD a apporté un appui de plus de 150 000 000F CFA à ce département ministériel pour la réalisation des activités des différents projets et programmes.▪

En vue de permettre à la cellule de coordination de ce programme de mieux soutenir la multiplication de ces plateformes sur le terrain, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a fait un don d'un véhicule tout terrain d'une valeur de 13 millions de francs CFA.

« C'est avec le PNUD que nous avons lancé ce programme et aujourd'hui comme depuis le début, nous avons bénéficié de son appui pour pouvoir renforcer le pilotage du programme, une meilleure supervision et un meilleur suivi-évaluation et faire en sorte que nous puissions avoir à démontrer un peu plus de résultats », a déclaré Mme Victoire Tomégah-Dogbé, Ministre en charge du Développement à la base.

Pour Mme Khardiata Lo N'Diaye, Représentante résidente du PNUD au Togo, les plateformes aident les communautés de base dans leurs activités de tous les jours mais également à entreprendre des activités génératrices de revenus. « C'est la raison pour laquelle les pays comme le Mali et le Burkina Faso ont généralisé les activités de leurs plateformes. Au Togo, nous sommes au début mais c'est déjà un début prometteur. » a-t-elle déclaré.

La stigmatisation des PVVIH, un phénomène qui touche essentiellement les femmes infectées

Souvent de longues files observées lors de séances de dépistage du vih/Sida

Les femmes togolaises doivent faire face à un double défis dans la lutte contre le VIH : non seulement elles doivent faire face à une féminisation de plus en plus visible de l'épidémie du VIH, mais plus inquiétant encore, la majorité des femmes infectées par le VIH doivent affronter chaque jour la stigmatisation et la discrimination.

L'observatoire VIH et droits humains que le PNUD soutien depuis 2014, a révélé dans son rapport 2015 que 85% des 152 cas de stigmatisation notifiés en 2015 était des femmes. Cela constitue une légère hausse par rapport aux données de 2014 qui avaient signalé 81,5% de femmes stigmatisées. Le même rapport indique que 77,4% des cas de stigmatisation se produisent dans l'environnement familial et social et dont les auteurs sont des proches, des amis ou des connaissances. Ceci constitue néanmoins une légère amélioration en comparaison du rapport 2014 où 91% des cas de stigmatisation se sont produits dans l'environnement familiale et social.

La stigmatisation des femmes infectées entretien et renforce la féminisation de l'épidémie parce qu'elle empêche l'accès des femmes à l'information et aux soins. Le soutien du PNUD a permis en 2015 de renforcer les liens entre l'observatoire et les autres organisations de défense des droits de l'homme pour une meilleure prise en charge des cas les plus graves de violation des droits des PVVIH.▪

INDUSTRIE ET ARTISANAT

Quelles solutions pour l'emploi ?

le Togo a rendu public son rapport national sur le développement humain (RNDH) 2014. Produit avec le concours du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et intitulé « Le monde industriel et artisanal : quelles solutions à l'emploi? », le document de 130 pages met en exergue le déficit en matière de développement humain dans les secteurs de l'industrie et de l'artisanat.

Le rapport fait ressortir, dans le secteur industriel par exemple, que "77,8 pour cent des personnes déclarent que leurs salaires ne leur permettent pas de subvenir à leurs besoins; 63,4 pour cent d'employés ne bénéficient pas de formations qualifiantes et la plupart des travailleurs permanents sont affiliés à la caisse de sécurité sociale ». Quant au secteur de l'artisanat, « 46 pour cent des artisans pensent que l'exercice de leurs métiers les exposent à beaucoup de dangers et qu'ils sont exclus du système officiel de sécurité sociale et d'assurance maladie ».

Ce rapport « vient à point nommé pour apporter les éclairage nécessaires et proposer des approches de solutions à l'épineuse question de l'emploi et de la réduction du chômage notamment celui des jeunes sur le marché du travail » a dit M. Edjéou Essohanam, représentant le ministre de la planification du développement. Il a estimé que le thème du RNDH est bien en phase avec les priorités du gouvernement et contenu dans la Stratégie de croissance accélérée et de promotion de l'emploi (SCAPE 2013-2017).

Selon les résultats de l'enquête QUIBB et du profil de pauvreté 2015, le taux de chômage au Togo est estimé à 3,4 pour cent contre 6,5 pour cent en 2011. Tout en saluant les progrès réalisés dans le domaine de l'emploi, le Représentant résident adjoint du PNUD, M. Siaka Coulibaly a exhorté à plus d'efforts pour l'amélioration de la qualité de vie. « L'emploi doit aller de pair avec la capacité à offrir des revenus suffisants aux personnes qui en bénéficient et aux membres de leur famille » a t-il déclaré.

Depuis 1990, le PNUD appuie le Togo dans la préparation et la publication du rapport national sur le développement humain, qui présente l'état de la situation du pays en matière de développement humain. Le présent rapport est le sixième d'une série dont le premier date de 1995. Le RNDH est un document de référence dans le cadre des débats sur les moyens de relever les défis de développement auxquels les pays sont confrontés. C'est une étude indépendante qui suscite la réflexion et les discussions autour d'une problématique essentielle pour l'avenir du pays.

Pour 2016, le thème retenu porte sur : " Gouvernance et emploi : stratégie de réduction du chômage des jeunes au Togo ». ▪

ODD : l'Afrique francophone s'approprie les outils de mise en œuvre à Lomé

Le Ministre de l'Environnement (au milieu) entouré des partenaires au développement

La 1ère rencontre des pays d'Afrique francophone consacrée à la mise en œuvre des objectifs de développement durable (ODD), adoptés fin septembre à New York s'est ouverte le 17 décembre 2015 à Lomé. Les experts sont venus de 10 pays: Bénin, Burkina Faso, Les Comores, Côte d'ivoire, Centrafrique, Mauritanie, Guinée Bissau, Guinée, Mali et Togo.

Deux jours pour se familiariser aux outils indispensables à la mise en œuvre des objectifs dans les processus de planification nationaux. Les participants ont évoqué les différents aspects de la mise en œuvre des ODD comme les synergies de développement et la mobilisation des ressources.

"En apportant son appui à cet atelier, le Système des Nations Unies au Togo est persuadé que le formation qui sera dispensée renforcera les capacités techniques des participants et créera, au sein de vos institutions et pays respectifs, une masse critique d'expertise au service de l'intégration des Objectifs de développement durable," a indiqué Dr Isselmou Boukary, le Coordonnateur par intérim du Système des Nations Unies au Togo.

Le nouveau programme prend le relais des OMD (Objectifs du millénaire pour le développement). Il comprend 17 objectifs parmi lesquels l'élimination de la pauvreté, la sécurité alimentaire, l'accès à l'eau et à l'assainissement, une croissance partagée et durable, la protection de l'environnement ou encore la lutte contre le chômage.

Ils ont été conçus suivant cinq principes fondamentaux : l'appropriation nationale, l'universalité, la lutte contre l'exclusion, l'approche fondée sur les droits de l'homme et l'approche intégrée du développement durable.

"Le Togo est fier d'avoir été choisi pour abriter cette rencontre de haut niveau visant à permettre d'élaborer une feuille de route nationale pour l'intégration des ODD dans les politiques de développement", a déclaré André Johnson, le ministre de l'Environnement, à l'ouverture des travaux.

Les OMD ont généré le mouvement de lutte contre la pauvreté qui a connu le plus grand succès et serviront de tremplin pour le nouveau programme de développement durable. Le Togo est parvenu à en remplir certains, notamment en matière de sécurité alimentaire.

Les ODD sont le résultat d'un processus de négociation qui a impliqué les 193 Etats membres de l'ONU et a vu une participation sans précédent de la société civile. Cela a débouché sur la représentation d'une vaste gamme d'intérêts et de perspective. Le Togo y a pris une part active, soutenu dans cet élan par le Groupe des Nations Unies pour le développement.▪

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Tout comme en 2007, 2013 et 2015, le PNUD a accompagné le Togo dans sa marche vers la consolidation d'un Etat de droit et de ses acquis démocratiques.

Avec la contribution de certains Partenaires Techniques et Financiers (PTF), le PNUD a apporté, à travers un projet dédié, une assistance au renforcement des capacités organisationnelles, techniques, financières et opérationnelles des principaux acteurs en charge de la préparation et l'organisation de l'élection présidentielle de 2015.

Il s'agit, notamment de la Commission électorale nationale indépendante (CENI), la Haute autorité de l'audio visuel et de la communication (HAAC), la Cour Constitutionnelle, le Gouvernement et les institutions publiques; et aussi les partis politiques, les organisations de la Société civile, les femmes et les jeunes, les médias.

Les actions ont favoriser la participation des citoyens informés à un processus électoral libre, transparent, crédible et inclusif, qui contribue à la consolidation de la démocratie et préserve la paix et la stabilité du pays. Le projet est en cohérence avec le cadre d'assistance technique du PNUD au Gouvernement du Togo et procède également de la volonté des PTF d'accompagner le processus électoral de 2015 et de contribuer à la réalisation des activités y afférentes.▪

Ce que nous avons accompli

L'assistance technique et financière du PNUD s'inscrit dans le cadre d'un cycle électoral comprenant les phases préélectorales, électorales et post-électorales. Elle s'est déroulée suivant les axes d'intervention suivants :

- ***Axe 1**: Renforcement du cadre institutionnel et appui aux organes de gestion des élections*
- ***Axe 2**: Education civique et citoyenne, sensibilisation à la non violence et la promotion participation femmes et jeunes*
- ***Axe 3**: Pérennisation des acquis et renforcement des capacités à long terme (à exécuter en 2016)*

Cet appui du PNUD intervient dans le cadre de la réponse des Nations Unies à l'assistance du Togo dans l'organisation du scrutin présidentiel. En effet, depuis décembre 2014, le PNUD, en lien avec le Système des Nations Unies (HCDH), le CICR, la fondation Hanns Seidel, a apporté son appui au ministère de la sécurité et de la protection civile pour la formation de 8000 agents issue de la Force de sécurisation de l'élection présidentielle 2015 (FOSEP), aux Organisations de la société civile, (OSC), à la Haute autorité de l'audiovisuel et de la communication (HAAC) ainsi qu'à la Cour constitutionnelle, au Ministère de l'Administration territoriale, de la décentralisation et des collectivités locales à travers un financement de l'Allemagne pour la formation des autorités administratives et coutumières et à la Plateforme des médias (un regroupement de quatre organisations de la presse togolaise).

La dernière en date a été l'appui apporté à un regroupement d'artistes de la chanson qui a sillonné le pays afin de partager les valeurs de paix et de solidarité pour un mieux vivre ensemble avant, pendant et après le scrutin présidentiel du 25 avril 2015.

De l'avis général, les objectifs ont été atteints. Le scrutin s'est déroulé dans un climat apaisé.▪

#FemmesVolontaires

Les Volontaires des Nations Unies et le 8 mars

« En tant que catalyseur du changement, le volontariat fait la différence dans la vie des femmes et ouvre un chemin de progrès d'un développement durable pour tous .»

La célébration de cette première journée internationale des droits des femmes depuis l'adoption des Objectifs de développement durable (ODD) est une fierté pour le PNUD et le programme VNU. Nous partageons aujourd'hui deux histoires, celles de Volontaires des Nations Unies, qui illustrent cet engagement.

Le 8 mars dernier a en effet été l'occasion de partager les témoignages exemplaires de centaines de femmes Volontaires des Nations Unies. Ces femmes, mécaniciennes, ingénieures, expertes logistiques, ou expertes médicales détruisent les clichés sur les métiers historiquement considérés comme masculins. La campagne **#FemmesVolontaires**, sur les réseaux sociaux a eu un franc succès et a appelé des millions de femmes du monde à s'engager et à mettre leur compétence au service du programme des Volontaires des Nations Unies.

En accord avec l'ODD numéro 5 « Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles », le PNUD et le programme VNU apportent tout leur support à une planète 50-50 d'ici 2030.

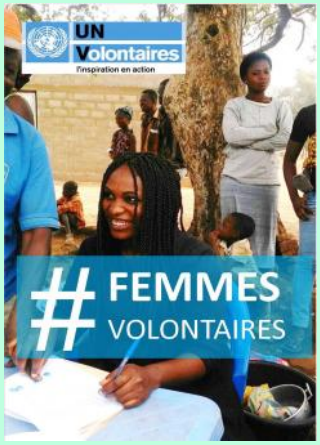
En effet, l'ODD n° 5 implique la nécessité de changement d'attitudes. Or, il a été démontré que les Volontaires contribuent au changement de mentalités au niveau des communautés de bases par la sensibilisation et inspirent les autres à modifier leur comportement. Selon le Coordinateur exécutif du programme VNU, Richard Dictus, « *en tant que catalyseur du changement, le volontariat fait la différence dans la vie des femmes et ouvre un chemin de progrès d'un développement durable pour tous* ».

Tous les Volontaires des Nations Unies à travers le monde œuvrent pour mettre fin à la Violence à l'égard des femmes et des filles ; à élargir les possibilités et les capacités de femmes ; et à donner aux femmes une voix au sein du foyer, et dans les sphères de prise de décisions publiques et privées. Des Volontaires femmes et hommes améliorent le statut des femmes dans la société en les faisant prendre part activement à leur collectivité et en assumer des positions de leadership.

« *L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes sont des principes fondamentaux qui sous-tendent le travail du programme VNU* » comme le rappelle M. Dictus. Aujourd'hui, c'est Vanessa, une femme Volontaire des Nations Unies à Dapaong qui incarne le mieux cette phrase : Elle nous parle de son engagement.▪

#FemmesVolontaires

« La paix est possible, si on la désire réellement »



Je suis Volontaire internationale des Nations Unies, affectée au bureau du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR) à Dapaong dans le nord du Togo. Je suis administratrice associée de terrain, première responsable du bureau de Dapaong.

J'ai toujours accordé une importance particulière à la mission et au mandat de l'UNHCR. Moi-même enfant de réfugiés qui se sont rencontrés en exil après avoir été forcé de fuir leur pays et de tout abandonner pour sauver leur vie, j'ai été très tôt en contact avec cette institution. Dès mon plus jeune âge, j'ai connu les réalités d'une vie d'exil, expérimenté les conditions de vie de réfugiée et la dépendance à l'appui humanitaire. Cet épisode de ma vie a développé en moi un intérêt particulier pour la justice sociale et l'équité entre les êtres humains. Je suis passionnée par la prévention et la résolution des conflits, la protection des droits des réfugiés et des personnes déplacées et m'intéresse particulièrement aux droits des femmes. Lorsque l'on m'a proposé de servir en tant que Volontaire des Nations Unies pour l'UNHCR, je n'ai pas hésité.

Chaque jour, je visite le camp de Tandjouare, qui abrite 700 réfugiés ghanéens, et effectue des visites sur d'autres sites (il y a environ 9 000 réfugiés dans le nord du Togo). La majorité est constituée de femmes et d'enfants, dont plusieurs sont vulnérables avec des besoins spécifiques (maladies chroniques, infirmité…).

Parmi d'autres activités d'autonomisation et d'intégration locale, je participe notamment à mettre en œuvre un projet d'entraide des femmes pour favoriser un esprit de volontariat. L'idée est que les femmes travaillent en groupe, en se divisant les tâches, pour que les activités communes soient plus rapides et efficaces. Les hommes sont également actifs lors de nos activités et sont incités à s'impliquer dans toutes les activités du camp.

La participation communautaire facilite l'intégration socio-économique et l'autosuffisance des populations réfugiées. C'est aussi une façon de briser l'isolement et de faire en sorte que chaque femme soit intégrée et se sente acceptée au sein de la communauté. Je crois au pouvoir féminin, au potentiel de chaque femme en général et des femmes réfugiées en particulier. Je rencontre quotidiennement des femmes talentueuses et motivées qui manquent d'opportunités pour exprimer leurs talents et en faire profiter leur communauté.

L'histoire d'une jeune mère célibataire m'a particulièrement touchée dès ma première visite au camp de Tandjouare. Cette femme dégage une force incroyable et un désir d'unir l'ensemble des réfugiés vivant au camp. Elle fait partie du comité des réfugiés et prend à sa charge un enfant non accompagné en plus de son propre enfant. Elle est toujours disponible pour participer aux activités et s'assurer que tout se déroule bien au Camp. C'est une femme exceptionnelle qui prouve qu'être réfugiée n'est pas une faiblesse mais peut être une force : la force de traverser les frontières pour sauver sa vie et celle des autres. A long terme, je souhaite la création d'une communauté de femmes fortes, en capacité de subvenir à leur besoin et à ceux de leur famille, malgré leur situation de refuge.

Venir servir au Togo auprès de l'UNHCR me permet de mieux comprendre les réalités des populations vulnérables et me pousse à m'investir d'avantage dans la quête des solutions durables non seulement pour les réfugiés ghanéens au nord du Togo mais aussi pour toute personne déplacée ou réfugiée dans le monde. Mes pensées vont directement aux victimes des conflits en République Démocratique du Congo, en Syrie et au Pakistan sans oublier les autres pays également touchée dans le monde. … « La paix est possible si on la désire réellement ».

La préservation de l'environnement ne se fera pas sans les femmes

Gafarou, Volontaire des Nations Unies affecté au PNUD en qualité de Spécialiste en Environnement & Pauvreté depuis juillet 2014, nous parle de son engagement et de celui du PNUD sur les questions de genre.

Le lien entre la pauvreté et la détérioration de l'environnement n'est plus à démontrer. Les femmes sont par ailleurs les plus exposées et les plus vulnérables aux conséquences de la dégradation de l'environnement. Ainsi, la lutte contre la pauvreté, en particulier auprès des femmes, constitue un élément très important dans le combat pour la préservation de l'environnement.

Conscient de ce fait, le bureau du PNUD Togo, dans son appui au gouvernement togolais pour l'amélioration de la gouvernance et la gestion des ressources naturelles, met un accent particulier sur l'autonomisation des femmes dans les zones rurales où les moyens de subsistance et les tâches assurées par les femmes dépendent fortement des ressources naturelles. Ceci se fait à travers le financement des initiatives communautaires de sauvegarde de l'environnement.

Le PNUD Togo à travers l'unité environnement au sein de laquelle je travaille comme volontaire des Nations Unies, a, en 2014, appuyé 149 femmes réparties dans 5 groupements autour des aires protégées du complexe Ôti-Kéran-Mandouri (OKM) pour identifier et mettre en œuvre des activités génératrices de revenus afin de contribuer à l'amélioration des revenus et réduire ainsi leur pression sur ces aires. Outre ces emplois pérennes, les appuis ont permis de créer des emplois ponctuels à plusieurs dizaines de femmes lors des activités de bornage des aires protégées de ce complexe ainsi que celles d'Alédjo, Balam et Fazao-Malfakassa.

En 2015, dans le cadre du Projet de Renforcement des Capacités Nationales et Décentralisées de Gestion de l'Environnement (PRCNDGE), nous avons financé 13 microréalisations communautaires qui ont permis d'améliorer les moyens d'existence de 976 bénéficiaires principaux dont 537 femmes en vue de renforcer leur résilience et leur adaptation au changement climatique.

Pour le PNUD, les femmes constituent des acteurs clés de développement et doivent à cet effet disposer des capacités nécessaires pour participer à la gestion de l'environnement et des ressources naturelles et dans la promotion du développement durable. Ainsi, outre les actions orientées vers leur autonomisation, les femmes ont la possibilité d'avoir plus facilement accès à l'information sur l'environnement à travers leur participation aux ateliers de renforcement des capacités et des séances de sensibilisation.▪

Déscolarisés, mais volontaires !

Le programme de volontariat national s'est enrichi depuis le 15 janvier 2016 d'un nouveau type de volontaires. Un millier de jeunes déscolarisés. C'est la première fois que cette catégorie de jeunes est prise en compte. Soutenu par le PNUD, ils sont formés sur les notions civiques, l'aménagement d'espaces publics, la collecte de sachets plastiques ou encore le reboisement. Ils bénéficient ainsi des activités à haute intensité de main d'œuvre pour leurs communautés.

«*Votre adhésion à ce programme témoigne de votre engagement et de votre détermination à changer l'environnement de vos différentes communautés par le travail exemplaire que vous allez accomplir. Je vous encourage vivement et je salue votre esprit de solidarité qui vous a amené à offrir vos compétences et votre énergie pour la protection de votre environnement* » a déclaré la Représentante du PNUD, Mme Khardiata Lo Ndiaye lors de la cérémonie de lancement des ce programme en présence de la ministre du développement à la base, Mme Victoire Tomegah-Dogbé.▪

MISE EN ŒUVRE DES PTA : Passage en revue

Du 02 au 05 février, le PNUD et ses partenaires du Gouvernement et de la Société civile se sont retrouvés à Kpalimé (120 km de Lomé) pour un exercice de revue annuelle des Plans de travail bi-annuel (PTBA) 2015-2016. La soixantaine de participants a suivi également quelques interventions en rappel des procédures NEX et des leçons opérationnelles à tirer de cette première année d'exécution des PTBA.

Evènements *

- Visite de Monsieur Abdouaye Mar Dieye, Directeur RBA au Togo du 10 au 13 Avril 2016
- Regional Bureau for Africa Operations Manager Workshop, Lomé, on 11 - 14 April 2016
- Inauguration du Centre Innov'Up pour un entrepreneuriat féminin et compétitif, Lomé, 13 Avril 2016

* A lire dans notre prochain numéro

Célébrations

Mois	Jour	Intitulé
AVRIL	2	Journée mondiale de sensibilisation à l'autisme
	4	Journée internationale pour la sensibilisation aux mines et l'assistance à la lutte antimines
	6	Journée internationale du sport au service du développement et de la paix
	7	Journée internationale de réflexion sur le génocide au Rwanda
	7	Journée mondiale de la santé
	12	Journée internationale du vol spatial habité
	22	Journée internationale de la Terre nourricière
	23	Journée mondiale du livre et du droit d'auteur
	25	Journée mondiale contre le paludisme
	26	Journée mondiale de la propriété intellectuelle
	28	Journée mondiale pour la sécurité et la santé au travail
	29	Journée du souvenir dédiée à toutes les victimes de la guerre chimique
	30	Journée internationale du jazz
MAI	3	Journée mondiale de la liberté de la presse
	8-9	Journées du souvenir et de la réconciliation en l'honneur des morts de la Seconde Guerre mondiale
	9-10	Journée mondiale des oiseaux migrateurs
	15	Journée internationale des familles
	17	Journée mondiale des télécommunications et de la société de l'information
	21	Journée mondiale de la diversité culturelle pour le dialogue et le développement
	22	Journée internationale de la diversité biologique
	23	Journée internationale pour l'élimination de la fistule obstétricale
	29	Journée internationale des Casques bleus des Nations Unies
	31	Journée mondiale sans tabac
JUIN	1er	Journée mondiale des parents
	4	Journée internationale des enfants victimes innocentes de l'agression
	5	Journée mondiale de l'environnement
	8	Journée mondiale de l'océan
	12	Journée mondiale contre le travail des enfants
	13	Journée internationale de sensibilisation à l'albinisme
	14	Journée mondiale du donneur de sang
	15	Journée mondiale de sensibilisation à la maltraitance des personnes âgées
	17	Journée mondiale de la lutte contre la désertification et la sécheresse
	19	Journée internationale pour l'élimination de la violence sexuelle en temps de conflit
	20	Journée mondiale des réfugiés
	21	Journée internationale du Yoga
	23	Journée des Nations Unies pour la fonction publique
	23	Journée internationale des veuves
	25	Journée des gens de mer
	26	Journée internationale contre l'abus et le trafic de drogues
	26	Journée internationale pour le soutien aux victimes de la torture

LES NATIONS UNIES

METTENT EN ŒUVRE 17 OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE POUR TRANSFORMER LE MONDE D'ICI À 2030

Édition 2016

www.un.org